

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 15419
Numéro SIREN : 851 351 296
Nom ou dénomination : 1SPIRE

Ce dépôt a été enregistré le 03/09/2020 sous le numéro de dépôt 85510

1SPIRE

Société par Actions Simplifiée au capital social de 2.040 €
Siège social : 65, rue Manin, 75019 Paris
851 351 296 RCS Paris 22 622
(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 20 MAI 2020**

L'an deux mille vingt,
Le vingt mai,

Le soussigné, Monsieur Charles Baron, agissant en qualité de président de la Société,

[...]

2. Il a été remis au président de la Société les documents suivants :

[...]

- le certificat du dépositaire établi par la banque HSBC (agence Paris Haussmann) en date du 12 mai 2020, faisant apparaître des versements en numéraire pour un montant total de [...] €, sur le compte de la Société ouvert à cet effet dans les livres de cette même banque.

A PRIS LES DECISION SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Le président de la Société,

après avoir examiné les bulletins de souscription et le certificat du dépositaire susvisés,

constate que :

- les 28.560 actions nouvelles ont été entièrement souscrites dans les proportions décidées aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, et intégralement libérées de la totalité des sommes exigibles conformément aux conditions de la souscription,
- les 28.560 actions nouvelles ont été émises ce jour, avec jouissance à compter de leur date d'émission,
- l'augmentation de capital d'un montant nominal de 285,60 € par l'émission de 28.560 actions nouvelles de 0,01 € de valeur nominale chacune, se trouve ainsi régulièrement et définitivement réalisée en date de ce jour,

[...]

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-HYACINTHE
Le 02/07 2020 Dossier 2020 00022823, référence 7544P61 2020 A 08146
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques



- le capital social de la Société est ainsi porté de 2.040 € à 2.325,60 € divisé en 232.560 actions de 0,01 € de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

DEUXIEME DECISION

Le président de la Société,

en conséquence de la précédente décision,

décide de modifier l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

Article 7. Capital social

« Le capital social est fixé à la somme de deux mille trois cent vingt-cinq euros et soixante centimes (2.325,60 €).

Il est divisé en deux cent trente-deux mille cinq cent soixante (232.560) actions d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées. »

TROISIEME DECISION

Le président de la Société donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités nécessaires.

*
* *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président de la Société.

DocuSigned by:

5D27DD16D810418...
Monsieur Charles Baron
Président

1SPIRE

Société par Actions Simplifiée au capital social de 2.040 €
Siège social : 65, rue Manin, 75019 Paris
851 351 296 RCS Paris
(la « **Société** »)

PROCES VERBAL **DES DECISIONS DU PRESIDENT** **DU 20 MAI 2020**

L'an deux mille vingt,
Le vingt mai,

Le soussigné, Monsieur Charles Baron, agissant en qualité de président de la Société,

APRES AVOIR RAPPELLE QUE :

1. Aux termes de ses décisions en date du 9 avril 2020 prises sur délégation de compétence consentie par décisions unanimes des associés en date du 30 mars 2020, le président de la Société a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant nominal de 285,60 euros, pour le porter de 2.040 euros à 2.325,60 euros par la création et l'émission réservée de 28.560 actions nouvelles d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune, au prix unitaire de 24,51 €, dont 0,01 € de valeur nominale et 24,50 € de prime d'émission.

Cette augmentation de capital a été intégralement réservée aux bénéficiaires suivants :

- **KIMA VENTURES II**, à concurrence de 6.120 actions nouvelles ;
- **2ESSE HOLDING**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Financière Ponthieu**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **HPFFS**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **VANISA INVESTMENT**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Financière Mauclaire**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Nicolas Santi-Weil**, à concurrence de 3.060 actions nouvelles ;
- **Monsieur Albin Egasse**, à concurrence de 2.040 actions nouvelles ;
- **Monsieur Antoine Houël**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **FABADARI**, à concurrence de 1.428 actions nouvelles, et ce, conformément à la correction de l'erreur matérielle opérée par décision du président en date du 22 avril 2020 ;
- **Monsieur Pierre Pasqual**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Emmanuel Miquel**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Renaud Farrugia**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Thomas Carbonel**, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Pierre Mathey**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Pierre Fauvet**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Emmanuel Noirhomme**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Laurent Huwart**, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Christian Riedi**, à concurrence de 408 actions nouvelles.

Les souscriptions devaient être libérées intégralement à la souscription par versement en numéraire, y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société.

Les souscriptions et les versements correspondant devaient être reçus au siège social à compter du 9 avril 2020 et jusqu'au 30 avril 2020 (inclus). Le président a décidé le 29 avril 2020, conformément aux pouvoirs qui lui ont été consentis par décisions unanimes de la collectivité des associés du 31 mars 2020, de proroger la période de souscription de l'augmentation de capital décidée aux termes de ses décisions du 9 avril 2020, du 30 avril 2020 jusqu'au 15 mai 2020 inclus.

2. Il a été remis au président de la Société les documents suivants :

- le bulletin de souscription de KIMA VENTURES II, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 6.120 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 150.001,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de 2ESSE HOLDING, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Financière Ponthieu, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de HPFFS, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de VANISA INVESTMENT, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Financière Mauclaire, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Nicolas Santi-Weil, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 3.060 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 75.000,60 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Albin Egasse, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 2.040 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 50.000,40 €, par versement en numéraire ;

- le bulletin de souscription de Monsieur Antoine Houël, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de FABADARI, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 22 avril 2020, à concurrence de 1.428 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 35.000,28 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Pierre Pasqual, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Emmanuel Miquel, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Renaud Farrugia, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Thomas Carbonel, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.224 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 30.000,24 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Pierre Mathey, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Pierre Fauvet, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Emmanuel Noirhomme, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Laurent Huwart, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à concurrence de 1.020 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 25.000,20 €, par versement en numéraire ;
- le bulletin de souscription de Monsieur Christian Riedi, attestant de sa décision de souscrire à l'augmentation de capital décidée aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, à

concurrence de 408 actions nouvelles et de sa décision de libérer le montant de sa souscription, soit 10.000,08 €, par versement en numéraire ;

- le certificat du dépositaire établi par la banque HSBC (agence Paris Haussmann) en date du 12 mai 2020, faisant apparaître des versements en numéraire pour un montant total de 700.005,60 €, sur le compte de la Société ouvert à cet effet dans les livres de cette même banque.

A PRIS LES DECISION SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Le président de la Société,

après avoir examiné les bulletins de souscription et le certificat du dépositaire susvisés,

constate que :

- les 28.560 actions nouvelles ont été entièrement souscrites dans les proportions décidées aux termes des décisions du président du 9 avril 2020, et intégralement libérées de la totalité des sommes exigibles conformément aux conditions de la souscription,
- les 28.560 actions nouvelles ont été émises ce jour, avec jouissance à compter de leur date d'émission,
- l'augmentation de capital d'un montant nominal de 285,60 € par l'émission de 28.560 actions nouvelles de 0,01 € de valeur nominale chacune, se trouve ainsi régulièrement et définitivement réalisée en date de ce jour,
- le montant de la prime d'émission, soit 699.720 €, est inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission,
- le capital social de la Société est ainsi porté de 2.040 € à 2.325,60 € divisé en 232.560 actions de 0,01 € de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

DEUXIEME DECISION

Le président de la Société,

en conséquence de la précédente décision,

décide de modifier l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

Article 7. Capital social

« Le capital social est fixé à la somme de deux mille trois cent vingt-cinq euros et soixante centimes (2.325,60 €).

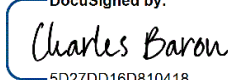
Il est divisé en deux cent trente-deux mille cinq cent soixante (232.560) actions d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées. »

TROISIEME DECISION

Le président de la Société donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités nécessaires.

*
* *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président de la Société.

DocuSigned by:

5D27DD16D810418...
Monsieur Charles Baron
Président

1SPIRE

Société par Actions Simplifiée au capital social de 2.040 euros
Siège social : 65, rue Manin - 75019 Paris
851 351 296 RCS Paris

(la « Société »)

PROCES VERBAL
DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 9 AVRIL 2020

L'an deux mille vingt,
Le neuf avril,

Le soussigné, Monsieur Charles Baron, agissant en qualité de Président de la Société,

APRES AVOIR RAPPELLE QUE :

Afin de permettre la poursuite du développement technologique et commercial des activités de la Société, les associés de la Société ont décidé, aux termes de la deuxième décision de leurs décisions unanimes en date du 31 mars 2020, de déléguer au Président la compétence pour une durée de 18 mois à compter de la date de leurs décisions unanimes, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, à l'émission en numéraire d'un nombre maximal de 61.200 actions de la Société d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune, soit une augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal maximal de 612 euros.

Par décisions unanimes, les associés de la Société ont décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés au profit de la catégorie de bénéficiaires suivante :

- tout investisseur non-institutionnel personne physique ou morale (*business angel*), tout investisseur institutionnel ou en charge de la gestion collective de fonds ou de fortunes familiales (*family offices*), français ou étranger, structurés notamment sous la forme de fonds d'investissement, société d'investissement, *limited partnerships* ou autre (représenté ou non par une société de gestion).

A PRIS LES DECISION SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Le Président de la Société,

après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, en application des dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, de faire usage pour la première fois de la délégation de compétence que lui ont consentie les associés de la Société par décisions unanimes en date du 31 mars 2020 aux fins de procéder à une augmentation

du capital social de la Société d'un montant nominal de 285,60 euros pour le porter de 2.040 euros à 2.325,60 euros par la création et l'émission réservée de 28.560 actions nouvelles d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune.

Les 28.560 actions nouvelles sont émises au prix de 24,51 euros par action, dont un (1) centime d'euro de valeur nominale et 24,50 euros de prime d'émission, soit un prix d'émission total de 700.005,60 euros pour les 28.560 actions nouvelles.

Le montant de la prime d'émission, soit 699.720 euros sera inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

Le Président décide que cette augmentation de capital sera intégralement réservée aux bénéficiaires suivants :

- **KIMA VENTURES II**, société par actions simplifiée à capital variable, ayant son siège social sis 16, rue de la Ville l'Évêque – 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 831 126 156 RCS Paris, à concurrence de 6.120 actions nouvelles ;
- **ZESSE HOLDING**, société par actions simplifiée au capital social de 1.000 euros, ayant son siège social sis 41, rue du Docteur Heulin – 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 819 658 378 RCS Paris, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Financière Ponthieu**, société par actions simplifiée au capital social de 1.000 euros, ayant son siège social sis 34, rue de Ponthieu – 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 798 744 678 RCS Paris, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **HPFFS**, société civile au capital social de 10.003.881 euros, ayant son siège social sis 18, rue Ledion – 75014 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 844 371 054 RCS Paris, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **VANISA INVESTMENT**, société civile immobilière au capital social de 1.000 euros, ayant son siège social sis 1B, rue des Volontaires – 92140 Clamart, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 527 912 521 RCS Nanterre, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Financière Mauclaire**, société civile au capital social de 1.761.544 euros, ayant son siège social sis 20, rue Tourlaque, 75018 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 831 040 522 RCS Paris, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Nicolas Santi-Weil**, né le 15 novembre 1977, à Toulouse (31), de nationalité française, demeurant 1, avenue Félix Faure – 75015 Paris, à concurrence de 3.060 actions nouvelles ;
- **Monsieur Albin Egasse**, né le 6 avril 1976 à Paris (75), de nationalité française, demeurant Green Valley Villas, House 235, 1500 Hami Lu, 200000 Shangai (Chine), à concurrence de 2.040 actions nouvelles ;

- **Monsieur Antoine Houël**, né le 21 décembre 1977 à Cognac (16), de nationalité française, demeurant 199 rue de Grenelle – 75007 Paris, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Madame Monique Cohen**, née le 28 janvier 1956 à Ain Temouchent (Algérie), demeurant 68, rue Vaugirard, 75006 Paris, à concurrence de 1.428 actions nouvelles ;
- **Monsieur Pierre Pasqual**, né le 22 mai 1982, à Perpignan (66), de nationalité française, demeurant 9, rue Spontini – 75116 Paris, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Emmanuel Miquel**, né le 14 janvier 1983, à Paris (75), de nationalité française, demeurant 126, boulevard du Montparnasse – 75014 Paris, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Renaud Farrugia**, né le 11 août 1977 à Marseille (13), de nationalité française, demeurant 16825, Park Hill Drive, 75248 Dallas, Texas (Etats-Unis), à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Thomas Carbonel**, né le 12 août 1981, à Nice (06), de nationalité française, demeurant 84 corniche André de Joly – 06300 Nice, à concurrence de 1.224 actions nouvelles ;
- **Monsieur Pierre Mathey**, né le 23 avril 1977 à Marseille (13), de nationalité française, demeurant 258, avenue du Prado, 13008 Marseille, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Pierre Fauvet**, né le 13 décembre 1983, à Neuilly-sur-Seine (92), de nationalité française, demeurant 34 rue de Turenne – 75003 Paris, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Emmanuel Noirhomme**, né le 3 septembre 1980 à Ottignies-Louvain-la-Neuve (Belgique), de nationalité belge, demeurant 16B, boulevard Montmartre – 75009 Paris, à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Laurent Huwart**, né le 18 septembre 1976, à Le Raincy (93), de nationalité française, demeurant route de Malagnou 40, 1208 Genève (Suisse), à concurrence de 1.020 actions nouvelles ;
- **Monsieur Christian Riedi**, né le 16 octobre 1978 à Paris (75), de nationalité française, demeurant 83 rue de Javel – 75015 Paris, à concurrence de 408 actions nouvelles.

Le Président prend acte que les bénéficiaires listés ci-dessus font partie de la catégorie de personnes bénéficiaire de la suppression du droit préférentiel de souscription telles qu'arrêtée par les décisions unanimes des associés en date du 31 mars 2020.

Les souscriptions seront constatées par des bulletins de souscription et devront être libérées intégralement à la souscription par versement en numéraire, y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société.

Les fonds en numéraire provenant des versements seront déposés, dans les délais prévus par la loi, par virement bancaire sur le compte ouvert au nom de la Société dans les livres de la banque HSBC,

agence Haussmann - Opéra, dont les références sont les suivantes : IBAN : FR76 30056 00917 09170297675.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social à compter de ce jour et jusqu'au 30 avril 2020 inclus au plus tard. La période de souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites.

Si les souscriptions n'absorbent pas la totalité de l'émission, le Président de la Société pourra, limiter, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, l'émission au montant des souscriptions recueillies à la condition que celles-ci atteignent les trois quarts au moins de l'augmentation décidée.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, extra-statutaires et aux décisions collectives des associés de la Société, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits qui y sont attachés. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour dudit exercice. Les actions nouvelles seront créées exclusivement sous la forme nominative.

Le Président arrête alors les termes de son rapport décrivant, notamment, les conditions définitives de l'opération et contenant les informations prévues par l'article R. 225-116 du Code de commerce.

DEUXIEME DECISION

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités nécessaires.

*
* *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président de la Société.

Monsieur Charles Baron
Président


DocuSigned by:
Charles Baron
5D27DD16D810418...

1SPIRE
Société par actions simplifiée unipersonnelle au
capital de 2.325,60 euros
Siège social : 65 Rue Manin
75019 PARIS

STATUTS

Mis à jour des décisions du Président en date du 20 mai 2020

Certifiés conforme par le Président:

DocuSigned by:

5D27DD16D810418...

Monsieur Charles Baron

Monsieur Charles BARON demeurant
65 Rue Manin 75019 PARIS né le
20/01/1982 à LIMOGES
de nationalité FRANCAISE

Ci-après dénommé "**l'associé unique**",

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé d'instituer.

Article 1er - FORME

Il est formé par l'associé unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne. Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

Développement d'applications web et mobiles; Conseils en business développement, innovation, technologie.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : 1SPIRE

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou "Société par actions simplifiée à associé unique" des initiales "SAS" ou "SASU" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 65 Rue Manin 75019 PARIS

Il ne peut être transféré que par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire.

Apports en numéraire

Ladite somme est déposée pour le compte de la Société en formation et correspond à 1 000 actions de 1 euro chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du notaire.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux mille trois cent vingt-cinq euros et soixante centimes (2.325,60 €).

Il est divisé en deux cent trente-deux mille cinq cent soixante (232.560) actions d'un (1) centime d'euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Article 8 – COMPTES COURANTS

L'associé unique peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé unique (ou l'associé intéressé s'ils sont plusieurs) et l'organe dirigeant. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 9 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective

extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

Article 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

2. Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

3. Transmission des actions en cas de pluralité d'associés

Préemption des cessions

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant devra notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire non associé envisagé (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de quinze jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par tout moyen écrit, qui disposeront d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exercera son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par tout moyen écrit.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées seront réparties par le Président, entre les associés qui auront notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante.

Agrément des cessions

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés. L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les 3 mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de 1 mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, ce qui signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la société, à savoir : cession, transmission, échange, apport, fusion, partage consécutif à la liquidation d'une société associée, transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés. Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

4. Modifications dans le contrôle d'un associé

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

5. Exclusion d'un associé

L'exclusion de plein droit intervient en cas de :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires d'un associé ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société, si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires d'agrément.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

6. La location des actions est interdite.

Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une action nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

Article 14 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, prise aux conditions prévues pour les décisions ordinaires, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant permanent sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat de Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée 3 mois avant la date d'effet de ladite décision.

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de l'associé unique ou par la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Article 15 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer aux conditions prévues pour les décisions ordinaires un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant permanent sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise aux conditions prévues pour les décisions ordinaires. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers dans les conditions fixées par la décision de nomination.

Article 16 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président associé unique ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par l'associé unique ou la collectivité des associés d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée et dans les conditions prévues à l'article L.823-1. La nomination d'un CAC suppléant n'est pas obligatoire dans ce cas, sauf si le titulaire est une personne physique ou une société unipersonnelle.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination de commissaires aux comptes peut être décidée par décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés en cas de pluralité d'associés. Dans ce dernier cas, elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Article 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

1- L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- nomination et révocation des dirigeants,
- modification des statuts,

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- dissolution de la Société,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

2 – Information de l'associé unique

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Article 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, (associé ou conjoint) quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 7 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 51 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 5 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou son conjoint. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le Président de séance.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

Règles de majorité

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts, seront prises à la majorité des deux tiers des actions détenues par les associés présents ou représentés.. Les autres décisions seront prises à la majorité des associés présents ou représentés détenant plus de la moitié des actions.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- la prorogation de la société,
- la dissolution de la société,

- transformation de la société en société d'une autre forme.

Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 7 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

Article 20 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2019.

Article 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Article 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique ou la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve. Le surplus est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associé, toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTE

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

Article 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.